



Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Cinquième Commission
Point 113 d) de l'ordre du jour
Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires
et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/65/104/Rev.1, l'Assemblée générale devra, à sa présente session, nommer cinq personnes pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants à la Commission de la fonction publique internationale, à compter du 1^{er} janvier 2011.

2. Les membres de la Commission dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2010 sont les suivants :

Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone) (Président);
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine);
Anita Szlajak (Canada);
Eugeniusz Wyzner (Pologne).

Il faudra donc nommer :

Deux membres du Groupe des États d'Afrique;
Un membre du Groupe des États d'Europe orientale;
Un membre du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes;
Un membre du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures ci-après :

a) Pour les deux sièges revenant au Groupe des États d'Afrique :
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone);



- b) Pour le siège revenant au Groupe des États d'Europe orientale :
Eugen Mihut (Roumanie);
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
- c) Pour le siège revenant au Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Carleen Gardner (Jamaïque);
Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine);
- d) Pour le siège revenant au Groupe des États d'Europe occidentale et autres États :
Marie-Françoise Bechtel (France).

4. La nomination des membres de la Commission est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 de son statut. En application de ces dispositions et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la partie II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a engagé des consultations avec les États Membres, par l'intermédiaire des présidents des divers groupes régionaux, avec les chefs de secrétariat des autres organisations, avec les représentants du personnel, par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de la coordination des syndicats et associations autonomes du personnel du système des Nations Unies, et avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. Le Secrétaire général présente donc, pour examen, à la Cinquième Commission la liste des candidats ci-après proposés pour pourvoir les postes vacants à la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 2010 :

- a) Candidats du Groupe des États d'Afrique :
Daasebre Oti Boateng (Ghana);
Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone);
 - b) Candidats du Groupe des États d'Europe orientale :
Eugen Mihut (Roumanie);
Eugeniusz Wyzner (Pologne);
 - c) Candidats du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes :
Carleen Gardner (Jamaïque);
Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine);
 - d) Candidate du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États :
Marie-Françoise Bechtel (France).
6. Les curriculum vitæ des candidats sont présentés ci-après (voir annexe).

Annexe

Curriculum vitæ

Daasebre Emmanuel Oti Boateng (Ghana)

Daasebre Emmanuel Oti Boateng est un chef traditionnel respecté, une éminente personnalité nationale et internationale et un homme de savoir.

Il a été intronisé, le 26 octobre 1992, Omanhene (Roi traditionnel) de l'État de New Juaben (Ghana) et occupant du siège de la famille Yiadom-Hwedie et a reçu le titre de Daasebre (Sa Bienveillance).

Avant son intronisation, il était Chargé de recherche principal et Directeur des études à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique de l'Université du Ghana, puis statisticien de l'État, fonction dans laquelle il s'est distingué pendant plus de 17 ans (1982-2000), ce qui constitue un record.

M. Boateng a obtenu une licence en économie avec mention auprès de l'Université du Ghana, une maîtrise de statistique auprès de la London School of Economics and Political Science et un doctorat en statistique auprès de l'Université de Liverpool (Royaume-Uni). Sa thèse de doctorat portait sur un algorithme algébrique, une inversion de matrices tridiagonales symétriques, qui constituait une importante contribution aux statistiques théoriques et appliquées car il permettait d'obtenir des estimations exactes au lieu des estimations approximatives et peu fiables qu'on connaissait jusqu'alors et de résoudre d'importants problèmes socioéconomiques, surtout lorsque des échantillonnages successifs étaient nécessaires. On trouvera des explications plus poussées à ce sujet dans le document technique n° 38 publié par l'Institut de recherche statistique, sociale et économique en 1978. Il est l'auteur de plus de 70 publications techniques sur les statistiques, l'informatique, l'économie, la population et les questions politiques.

M. Boateng possède une vaste expérience de consultant auprès de nombreux organismes internationaux, qui continuent à faire appel à ses compétences. Sa carrière a débuté en 1963 au département étranger de la plus grande banque allemande, la Deutsche Bank, à Francfort. En 1966, il a travaillé à la Boston Edison Company aux États-Unis d'Amérique et a établi une analyse statistique de l'évolution économique de la société par rapport à l'économie américaine sur une période de 11 ans (1955-1965).

En tant que statisticien du Gouvernement ghanéen, M. Boateng a transformé le Service de statistique ghanéen en l'un des meilleurs d'Afrique. Durant son mandat, il a coordonné et supervisé la production de plus de 350 publications statistiques, qui ont inspiré d'importantes décisions politiques nationales. Portant un vif intérêt au développement des ressources humaines, il a recruté et formé plus de 100 jeunes statisticiens diplômés de troisième cycle pour renforcer les effectifs et les compétences du Service. Il a orchestré le succès du recensement de la population en 1984, alors que le pays connaissait des difficultés économiques.

M. Boateng a été membre de la Commission de statistique des Nations Unies de 1983 à 1998 et le premier Président africain élu de la Commission en 1987. En janvier 1993, il a été le premier Africain à être élu Président de la Conférence

internationale des statisticiens du travail, à sa quinzième session, tenue à Genève (Suisse).

En avril 1993, M. Boateng a été nommé membre du Comité consultatif pour les questions d'ajustements, groupe de spécialistes qui fournit des conseils techniques à l'ONU sur les questions relatives aux ajustements et à l'égalisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires internationaux. Il a été reconduit dans ses fonctions pour un deuxième et un troisième mandat de quatre ans.

La célébration de la Journée africaine des statistiques le 18 novembre est à l'origine une idée avancée par M. Boateng à la réunion des directeurs des services nationaux de statistique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenue à Accra en 1987 sous sa présidence. Cette proposition a été entérinée par les ministres de la CEDEAO et adoptée par la suite par l'Union africaine.

En tant que chef traditionnel, M. Boateng cumule les fonctions d'administration et d'arbitrage, mobilise son peuple en faveur du développement et règle les différends, préside divers comités judiciaires de première instance et d'appel chargés d'examiner toutes les questions relatives aux chefferies aux niveaux régional et national.

M. Boateng a renforcé le Conseil traditionnel de l'État de New Juaben, qui est une institution locale œuvrant à la prospérité de la population de cet État. Il a consolidé l'unité des chefs et des peuples du New Juaben en créant le festival Akwantukese en 1997 afin de favoriser le développement et la concorde dans cette région. Ce festival est un moyen de mobiliser et de sensibiliser les peuples, en particulier les jeunes, à leurs origines, aux migrations, aux traditions et aux coutumes et une attraction culturelle et touristique. M. Boateng a créé le prix d'excellence Daasebre pour récompenser les personnes et les organismes méritants durant le festival.

Au cours du premier mandat de la quatrième République (1993-1997), M. Boateng a été élu membre du Conseil d'État, organe constitutionnel chargé de conseiller le Président ghanéen sur les questions intéressant le pays. Il est membre de la Maison nationale des chefs et Président de son comité financier.

M. Boateng a siégé dans nombre d'importants organes nationaux, dont la Commission de planification du développement national (1993-2000), le Conseil national de la population (2002-2009), l'Autorité du bassin de la Volta (2001-2007), le Conseil d'administration communautaire de l'eau et de l'assainissement (depuis 2006) et la Commission de lutte contre le sida du Ghana (depuis 2009) qui est présidée par le Président ghanéen.

Membre de l'Assemblée constituante de 1978 à 1979, M. Boateng a aidé à la rédaction de la Constitution de 1979 et a réussi à faire avaliser sa recommandation concernant la création d'un Service de statistique ghanéen par l'Assemblée, ce qui a abouti à la promulgation de la loi de 1985 relative au Service de statistique ghanéen.

Pendant 16 ans (1983-1999), M. Boateng a été membre du Comité tripartite national chargé des négociations sur les salaires minimum et les conditions de travail et a présidé le Sous-Comité technique

M. Boateng est membre de la Commission de la fonction publique internationale, organe subsidiaire de l'Assemblée générale, depuis 2003. Il a

beaucoup contribué aux travaux de la Commission, notamment à l'examen et à la rationalisation du régime commun des traitements, indemnités et autres prestations, au suivi de l'étude pilote sur le barème à fourchettes élargies et le système de rémunération aux résultats ainsi qu'au suivi des questions relatives aux traitements de base minima. Il a joué un rôle particulièrement important sur les questions de statistique et d'ajustements.

Le 23 septembre 2003, la All Nations University de Koforidua a honoré M. Boateng du titre de professeur émérite de statistique en hommage à sa carrière universitaire et à l'œuvre qu'il avait accomplie aux niveaux national et international.

En octobre 2005, M. Boateng a donné une conférence inaugurale devant la All Nations University de Koforidua sur le thème « Electoral boundaries review and population census periodicity: the need for precision and synchronicity in the process », dans laquelle il a analysé les défauts techniques inhérents au paragraphe 5 de l'article 47 de la Constitution. Cette conférence a permis aux législateurs de comprendre pourquoi ils devaient non seulement amender ledit article mais aussi promulguer une nouvelle loi fixant la périodicité précise des recensements de la population afin de réglementer la conduite des recensements et la publication des résultats de recensements et, ce faisant, de faciliter la planification et la prise de décisions à l'échelle nationale ainsi que l'examen du découpage des circonscriptions électorales de manière à renforcer la démocratie et à promouvoir le développement du pays.

Les réussites universitaires de M. Boateng et l'expérience qu'il a acquise dans le domaine des statistiques ont été saluées dans *International Leaders of Achievement*, publié par l'International Biographical Centre (IBC) de Cambridge (Royaume-Uni) en 1988. Cette publication consacrée à des personnalités éminentes a rendu hommage à M. Boateng pour son exceptionnelle contribution au domaine de la statistique. Il a également été nommé Directeur général honoraire de l'IBC.

En 2006, le Conseil d'administration de l'American Biographical Institute (ABI) a cité M. Boateng parmi les 500 plus grands génies du XXI^e siècle, en saluant son esprit et sa sagesse ainsi que ses réussites en tant que statisticien et chef traditionnel.

En juin 2007, M. Boateng a été honoré du prix du mérite par le Département d'économie de l'Université du Ghana.

En juillet 2008, M. Boateng a reçu la médaille de l'ordre de la Volta (division civile) pour sa carrière dans la fonction publique et de chef traditionnel. Le 31 juillet 2008, il a reçu la clef de la ville de Rochester (États-Unis d'Amérique) en hommage à ses efforts de promotion du jumelage. C'est aussi en 2008 que l'American Biographical Institute a créé la Daasebre (Professor) E. Oti Boateng Foundation en hommage aux statisticiens émérites du monde entier.

Le 29 juillet 2009, M. Boateng a été élu Président de la Maison régionale des chefs de l'est du pays.

M. Boateng est l'auteur de l'ouvrage *Barack Obama – Africa's Gift To The World*, écrit en juillet 2009 pour célébrer la visite du Président Barack Obama, premier Président afro-américain, en Afrique et au Ghana.

Kingston Papie Rhodes (Sierra Leone)

Expérience professionnelle

Kingston Papie Rhodes est actuellement Président et membre de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI). Il a été nommé à la tête de la Commission pour la première fois en 2007 et est sur le point d'achever son premier mandat de quatre ans. En tant que Président et membre de la Commission, M. Rhodes, comme les autres membres de la Commission, est responsable devant l'Assemblée générale de l'établissement d'une fonction publique internationale unifiée par l'application de normes, de méthodes et de dispositions communes en matière de personnel. En tant que Président de la Commission, M. Rhodes dirige les travaux de celle-ci ainsi que son secrétariat, préside les sessions de la Commission et signe et promulgue les décisions de la Commission qui doivent être transmises aux chefs de secrétariat des organisations appliquant le régime commun. M. Rhodes s'est employé à renforcer la contribution de la Commission à l'amélioration des systèmes de gestion des ressources humaines des organismes des Nations Unies appliquant le régime commun.

Avant d'être nommé Président de la CFPI, M. Rhodes a rempli les fonctions de Secrétaire exécutif de la Commission, c'est-à-dire chef de l'Administration, de janvier 2000 à décembre 2004, et était chargé d'administrer le secrétariat et de diriger l'élaboration des politiques de rémunération et de gestion des ressources humaines. Il représentait la CFPI dans les réunions officielles de la Cinquième Commission, où son rôle consistait à expliquer les vues et les recommandations formulées par la Commission dans son rapport annuel. À la tête du secrétariat, M. Rhodes s'est employé à créer un climat propice au travail d'équipe et un cadre de coopération qui favorise le dialogue entre la Commission et ses interlocuteurs. M. Rhodes a également été l'un des secrétaires du Groupe chargé d'examiner le renforcement de la fonction publique internationale.

Entre 1980 et 1999, M. Rhodes a occupé des postes à responsabilité de plus en plus élevés au sein du secrétariat de la CFPI et rédigé de nombreux documents d'orientation et d'information pour les sessions de la Commission. Il a été d'abord statisticien à la Division du coût de la vie, puis assistant de recherche chargé d'étudier les questions de traitements et d'indemnités auprès de la Division des traitements et des indemnités. En 1992, M. Rhodes est retourné à la Division du coût de la vie, pour occuper le poste de chef adjoint puis, en 1995, celui de chef de la Division et Secrétaire du Comité consultatif sur les questions d'ajustements de la Commission. À ce dernier poste, il a dirigé les travaux sur le système d'égalisation du pouvoir d'achat des fonctionnaires des organismes des Nations Unies dans le monde entier. Il a régulièrement dispensé à la Commission des conseils sur les questions statistiques intéressant son mandat et multiplié les contacts professionnels avec les principaux instituts de statistique du monde entier.

Entre 1969 et 1980, M. Rhodes a occupé plusieurs postes dans la fonction publique sierra-léonaise, le plus récent étant celui de directeur adjoint par intérim du Bureau central de statistique où il a travaillé sur tous les aspects d'une enquête statistique complexe et conseillé les organisations étatiques et paraétatiques. Durant cette période, il a également occupé des postes à temps partiel dans l'enseignement : chargé de cours sur les méthodes quantitatives au Département des sciences économiques de l'Université de Sierra Leone; chargé de cours sur les statistiques, à

l'Institut de formation des agents du service public; sous-directeur de l'enseignement au Centre de perfectionnement aux statistiques de Munich et consultant en statistique auprès de l'Unité de nutrition de l'Université de Californie, pour l'enquête nutritionnelle de 1978 en Sierra Leone; puis, il a été détaché pendant une année auprès du Bureau of the Census et du Bureau of Labour Statistics des États-Unis d'Amérique.

M. Rhodes a été, en 2006, représentant du Gouvernement sierra-léonais auprès de la Cinquième Commission à la soixante et unième session de l'Assemblée générale. Au début des années 70, il a représenté le Gouvernement sierra-léonais à la cinquième et à la septième session de la Commission des statistiques agricoles pour l'Afrique et a été Vice-Président de la septième session.

M. Rhodes a obtenu des diplômes de troisième cycle de l'Institut des sciences économiques et statistiques de Moscou et de l'Université George Washington à Washington.

M. Rhodes est né en 1942 et est marié. Il parle couramment l'anglais et le russe et peut travailler en français.

Eugen Victor Mihut (Roumanie)

Né le 20 janvier 1967 à Bucarest

Marié, une fille

Langues

Anglais et français

Carrière professionnelle

- | | |
|-------------|--|
| Depuis 2008 | Conseiller à la Mission permanente de la Roumanie auprès des Nations Unies à New York |
| 2007-2008 | Directeur du Département pour les États-Unis et le Canada, Ministère des affaires étrangères |
| 2006-2007 | Directeur adjoint du Département pour l'Organisation des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères |
| 2001-2005 | Section politique de l'ambassade de la Roumanie aux États-Unis |
| 2000-2001 | Directeur adjoint du Département pour l'OSCE, Ministère des affaires étrangères |
| 1996-2000 | Mission permanente de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, représentant à la Cinquième Commission de l'ONU |
| 1991-1996 | Département pour l'Organisation des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères |
| 1991 | Ingénieur, Département de la recherche-développement de Metroul S.A. |

Formation

- | | |
|-----------|--|
| 2006-2007 | Cours de formation sur la sécurité nationale et internationale, Collège national de la Roumanie pour la défense, Université nationale de la défense Carol I (Roumanie) |
| 1994 | Études postuniversitaires à l'Institut international d'administration publique à Paris |
| 1993 | Cours postuniversitaire de relations internationales, Université de Leeds (Royaume-Uni) |
| 1992-1993 | Cours postuniversitaire d'affaires internationales, Ministère des affaires étrangères et Ministère de l'éducation (Roumanie) |
| 1986-1991 | Faculté d'ingénierie, Institut polytechnique, Bucarest |

Publications

« Considérations sur les opérations de maintenance, réalisation et consolidation de la paix », 1993, Institut roumain pour les études internationales

« Considérations sur le droit humanitaire », en collaboration avec Octavian Florescu, 1994, Institut roumain pour les études internationales

Eugeniusz Wyzner (Pologne)

Formation

Diplôme de droit (droit international), Université de Varsovie
Études postuniversitaires à l'Académie de droit international de La Haye

Expérience professionnelle à des postes de responsabilité et de gestion du personnel dans l'administration publique (art. 3 du Statut de la Commission de la fonction publique internationale)

Membre de la Commission de la fonction publique internationale depuis 1999 et Vice-Président de la Commission pendant sept ans

Au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, a été Secrétaire général adjoint à l'information (1992-1993) et Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales (1982-1992). Dans le cadre de la gestion de ces deux grands départements, a participé à l'élaboration et à l'application de diverses mesures de réforme et d'efficacité visant à assurer avec professionnalisme et efficacité des services de conférence et d'information aux États Membres.

A participé, pendant une longue période, aux activités des organismes des Nations Unies s'occupant de divers aspects des questions de personnel. A été Président de la Commission des nominations et promotions (1991-1993), du Comité directeur pour l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat (1989-1992) et du Comité des publications (1982-1993). A été membre du Comité de la planification et de la budgétisation des programmes (1984-1993) et du Groupe consultatif sur la réforme administrative (1983-1984).

A occupé dans la fonction publique de son pays divers postes exigeant des compétences en matière de gestion. En 1998-1999, a été Ambassadeur, Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies. A été Secrétaire d'État et Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne en 1996 et 1997, après avoir été secrétaire parlementaire et Vice-Ministre des affaires étrangères de la Pologne de 1994 à 1995. De 1994 à 1997, a été Vice-Président de la délégation polonaise à l'Assemblée générale.

A été Représentant permanent de la Pologne auprès de l'Office des Nations Unies à Genève de 1973 à 1978. Est devenu Directeur du Département des organisations internationales au Ministère polonais des affaires étrangères en 1978. A commencé sa carrière au Ministère des affaires étrangères comme chef de la Section des traités et est devenu Directeur adjoint (1968) puis Directeur (1971) du Département des affaires juridiques et des traités du Ministère.

Autres activités professionnelles et onusiennes

Délégué à de nombreuses sessions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

Président du Comité préparatoire de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

Commissaire général de l'ONU à l'Expo 93 en République de Corée

Président du Comité des expositions de l'ONU (1992-1993)

Président du Conseil exécutif de l'ONU pour les services destinés au public (1992-1993)

Président de la Réunion interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications (1982-1991)

Président de la Commission du désarmement de l'ONU (1982)

Président du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (jusqu'en 1982)

Membre du Conseil d'administration de l'Académie mondiale pour la paix (New York), de l'Institut international de droit spatial (Paris) et de l'Institut des congrès internationaux (Salzbourg)

Autres fonctions exercées en Pologne

Actuellement : Vice-Président de l'Association Jan Karski; membre du Conseil des ambassadeurs, Académie européenne de diplomatie

Vice-Président du Comité polonais pour la célébration du cinquantenaire de l'ONU (1994-1996)

Président du Conseil gouvernemental pour l'application de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (1996-1997)

Membre du Comité sur la recherche spatiale de l'Académie polonaise des sciences (1996-1997)

Décorations et citations

Nombreuses décorations polonaises, dont la Grande-Croix de l'ordre de la Polonia Restituta et le titre de « Diplomate polonais de l'année » (1996); Légion d'honneur décernée par le Président de la République française; ordre du Phénix décerné par le Président de la Grèce; éloge rendu par le Secrétaire général pour services distingués à l'appui des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Publications

Ouvrages concernant divers sujets internationaux, dont les Nations Unies

Langues

Polonais, anglais, français, russe

Carleen Gardner (Jamaïque)

Ancienne haut fonctionnaire des Nations Unies dotée d'une connaissance approfondie de la gestion internationale des ressources humaines
– 11 années d'expérience au sein du système des Nations Unies et expérience antérieure des secteurs public et privé de pays en développement

Compétences de base

- Suivi et évaluation axés sur les résultats
- Planification stratégique
- Gestion de projets
- Négociation
- Gestion des rémunérations
- Conception d'un centre d'évaluation des résultats
- Anglais, français et italien courants. Bonne connaissance de l'espagnol

Expérience professionnelle

Décembre 2008-juin 2009

Consultante auprès du Département des affaires politiques
(ONU, New York)

- Examen des activités menées par les organismes des Nations Unies dans les Caraïbes et conception d'un cadre de suivi pour le programme de travail commun ONU/CARICOM

Mai 2007-juin 2009

Consultante auprès du Président de l'University of the West Indies

- Participation à la création de la société UWI Consulting Inc., mécanisme de mobilisation des experts régionaux au service du développement des Caraïbes

Février-avril 2007

Consultante auprès du Département des affaires économiques et sociales
(ONU, New York)

- Après analyse des politiques et programmes des organismes opérationnels des Nations Unies dans le domaine des ressources humaines, élaboration d'une évaluation destinée à l'Assemblée générale, dans le cadre de l'Examen triennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies

Juillet 2004-mai 2006

Directrice exécutive adjointe du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets (UNOPS, New York)

- Analyse de la composition et des points forts du portefeuille de projets de l'UNOPS en Asie, en Afrique, en Amérique latine, en Europe centrale et en Amérique du Nord et représentation de l'UNOPS au Comité de haut niveau sur la gestion et au Groupe de travail sur les services communs

Février 2000-juillet 2004

Sous-Directrice générale du Département des affaires générales et de l'information (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture – FAO, Rome)

- Pilotage du programme de travail du Département et de son budget biennal de 53 millions de dollars, gestion d'un effectif mondial de 300 personnes et mission réussie d'amélioration de la visibilité de la FAO
- Secrétaire générale de la Conférence et du Conseil de la FAO
- Coordination de la campagne annuelle liée à la Journée mondiale de l'alimentation, en collaboration avec le Ministère italien de la coopération, les comités nationaux de la FAO du monde entier et les organismes des Nations Unies spécialisés dans l'alimentation basés à Rome
- Pilotage du programme des ambassadeurs de la FAO dans le cadre de sa campagne de lutte contre la faim et présidence de la première Table ronde des célébrités organisée pour promouvoir les activités de la FAO

Juin 1998-janvier 2000

Directrice du personnel, FAO (Rome)

- Pilotage de la Division du personnel en vue de l'amélioration de l'administration du personnel et de la transition vers une gestion des ressources humaines
- Mobilisation des hauts dirigeants en faveur de la première stratégie de la FAO en matière de ressources humaines et pilotage du comité chargé de la politique des ressources humaines, où siégeaient les hauts dirigeants de l'Organisation
- Amélioration des politiques et pratiques de recrutement
- Obtention de l'autorisation de lancer une politique d'égalité des sexes. Représentation de la FAO au conseil d'administration de l'École des cadres du système des Nations Unies, au Réseau Ressources humaines et à l'Équipe spéciale sur la gestion des ressources humaines créée par le Secrétaire général

Juillet 1995-mai 1998

Directrice adjointe du personnel, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD, New York)

- Assistance du Directeur du personnel au quotidien, y compris pour les recrutements destinés aux bureaux de pays du PNUD, la sélection des coordonnateurs résidents et la mobilisation d'effectifs pour les situations d'urgence et d'après conflit
- Élaboration de la stratégie 1996-1998 des ressources humaines adoptée par la direction du PNUD pour passer d'une administration du personnel à des politiques et pratiques de gestion des ressources humaines
- Pilotage de l'équipe chargée de la réforme de la gestion des ressources humaines et de la conception et de la mise en œuvre d'un système d'évaluation et de notation des Coordonnateurs résidents axé sur les compétences
- Missions de bons offices en matière de ressources humaines auprès de bureaux de pays du PNUD en Afrique, en Europe et en Amérique latine

Janvier 1994-mai 1995

Maître de recherche, Mona Institute of Business, University of the West Indies (Jamaïque)

- Enseignement de la gestion des ressources humaines dans le cadre du programme de MBA; parallèlement, création et gestion d'un Réseau de consultants chargé de fournir des services aux secteurs public et privé et pilotage d'importantes missions de réforme du secteur public jamaïcain

Juillet 1981-décembre 1993

Consultante en développement organisationnel et en gestion des ressources humaines

- Missions de conception d'emplois et d'évaluation d'emplois, d'analyse des rémunérations et des salaires, d'évaluation d'organisations, de conception d'organisations, de développement organisationnel et de gestion de projets pour KPMG Peat Marwick, Hillcrest House Management Consultants, le Bureau du Conseil des ministres de la Jamaïque, l'Agence canadienne de développement international, la Banque mondiale, la FAO et USAID

Janvier 1973-juin 1981

Chercheuse en sociologie

- Réalisation d'études de faisabilité sociale et de planification sociale pour le PNUD/la FAO, le Gouvernement jamaïcain et USAID; formation de volontaires des Peace Corps; réalisation d'études, formation de responsables et mobilisation de la population locale dans le cadre de programmes d'auto-assistance en matière de logements urbains et de programmes de développement socioéconomique de zones rurales

Formation

- 2006 Formation destinée aux hauts responsables de missions, Folke Bernadotte Academy et Département des opérations de maintien de la paix (Stockholm)
- 2006 Programme international de formation à l'évaluation du développement – Banque mondiale et Carleton University (Ottawa)
- 2006 Gestion de projets, George Washington University/ESI (New York)
- 1997 Négociation le changement, Harvard Business School, Boston (États-Unis)
- 1987 Maîtrise de gestion des organisations, George Washington University (Washington, bourse d'USAID)
Certificat de gestion de haut niveau à l'USDA Graduate School
- 1982 Certificat de conseil en gestion des institutions, Université de Delft-RVB (Pays-Bas)
- 1972 Maîtrise de sciences de l'éducation, Howard University (Washington)
- 1970 Licence de français et de sociologie, Howard University (Washington)

Guillermo Enrique Gonzalez (Argentine)

Guillermo Enrique Gonzalez est né le 30 décembre 1942 à Cordoba (Argentine). Marié, il a 6 enfants et 10 petits-enfants.

Dès l'obtention de sa licence de sciences politiques et sociales et de diplomatie à l'Université catholique de Cordoba, en 1965, il rejoint le service diplomatique argentin. Après trois années à Buenos Aires, il est en poste à l'ambassade de Quito de 1968 à 1970, puis à celle de Lima de 1970 à 1973. De 1975 à 1981, il est Représentant permanent suppléant de l'Argentine auprès de l'Organisation des États américains, à Washington. À son retour à Buenos Aires, il devient Chef de cabinet du Sous-Secrétaire d'État aux relations extérieures.

De 1982 à 1987, il rejoint Rome en tant que Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et Gouverneur du Fonds international de développement agricole. À son retour à Buenos Aires, il est nommé Directeur général de la coopération internationale au Secrétariat d'État à l'agriculture du Ministère de l'économie. En 1989, il devient Directeur général des relations économiques internationales.

En 1990, il est posté à Lagos (Nigéria) et nommé Ambassadeur auprès du Nigéria, du Bénin et du Ghana. Il reste en fonctions jusqu'en 1993. Pendant la même période, il représente son pays en qualité de Gouverneur de la Banque africaine de développement.

Il est ensuite élevé au rang d'Ambassadeur extraordinaire et de Ministre plénipotentiaire et nommé, dans un premier temps, Sous-Secrétaire d'État aux négociations économiques internationales, puis Sous-Secrétaire d'État à la politique extérieure.

Il est nommé Ambassadeur auprès de la Confédération suisse de décembre 1996 à 1998, puis Représentant permanent auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Genève. Pendant son affectation à Genève, qui dure jusqu'en janvier 2000, il occupe diverses charges et fonctions, parfois électives, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de diverses instances des Nations Unies, y compris la présidence de la Conférence du désarmement. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le nomme alors membre du Conseil consultatif pour les questions de désarmement pour la période 2000-2001.

Il est nommé Ambassadeur auprès des États-Unis d'Amérique de janvier 2000 à 2002. Il quitte ensuite Washington pour l'ambassade de Berne et devient Ambassadeur non résident auprès de la Principauté du Liechtenstein.

À son retour à Buenos Aires, en octobre 2004, il est nommé Commissaire général du pavillon argentin de l'Exposition universelle d'Aichi (Japon, 2005), puis Directeur des organisations internationales au Ministère des relations extérieures, du commerce international et du culte jusqu'en 2006.

Il est ensuite élu par l'Assemblée générale à la Commission de la fonction publique internationale pour la période 2006-2010 et, depuis 2008, assure également la présidence de la délégation argentine auprès de la Commission d'administration du Río de la Plata.

M. Gonzalez parle l'espagnol, l'anglais et l'italien.

Marie-Françoise Bechtel (France)

I. Fonctions et activités professionnelles principales

Depuis 2003 : Conseiller d'État (conseil du Gouvernement et Cour suprême dans l'ordre administratif)

Membre de la Section de l'intérieur du Conseil d'État

- Conseiller juridique du Gouvernement en matière d'administration
- Statuts des fonctionnaires et agents publics, collectivités territoriales
- Justice, affaires intérieures et immigration
- Culture et communication, éducation et université

Membre de la Section du contentieux du Conseil d'État

- Juge en dernier ressort de litiges relatifs aux collectivités territoriales (structures, financement, gestion du personnel), aux questions d'environnement, aux élections locales et européennes

De 2000 à 2003 : Directrice de l'ENA (École nationale d'administration)

- Gestion de l'établissement public (finances, personnel, orientation de l'action, définition des projets nationaux et de coopération internationale)
- Organisation du recrutement et de la formation des élèves, futurs administrateurs dans l'ensemble des domaines de la fonction publique française
- Conduite de missions de coopération internationale en matière de formation des administrateurs, notamment en Europe de l'Ouest et de l'Est, au Liban, en Syrie et en Chine

De 1999 à 2000 : Conseiller juridique du Ministre de l'intérieur

De 1993 à 1999 : Maître des requêtes, puis Conseiller d'État au Conseil d'État

- Assesseur à la section du contentieux (contentieux de l'urbanisme, ensemble des questions relatives aux territoires d'outre-mer, fonction publique d'État)

De 1992 à 1993 : Conseiller du Ministre de la justice

- Pour les questions constitutionnelles et les statuts de droit public (agents pénitentiaires, éducateurs spécialisés, personnels non magistrats des tribunaux et cours)

De 1986 à 1992 : Maître des requêtes au Conseil d'État

- Conseiller juridique du Gouvernement (questions soumises à la Section de l'intérieur) et juge au contentieux (fiscalité)

De 1984 à 1986 : Conseiller du Ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur

- Ensemble des questions relatives aux établissements privés d'enseignement (financement, statut des maîtres, contrôle)

De 1980 à 1986 : Auditeur puis Maître des requêtes au Conseil d'État

II. Autres activités publiques

De 2002 à 2009 : Membre du CEPA (Comité d'experts en administration publique) de l'ONU

- Interventions sur les thèmes annuels déclinant les questions de gouvernance, notamment exposé en 2009 « Gestion des ressources humaines : enjeux globaux et recommandations », étude comparative
- Participation en 2003 au Forum mondial « Reinventing Government » (Mexico)

De 2004 à ce jour : Présidence de section à la Cour nationale du droit d'asile

De 1990 à 2003

- Membre du Tribunal des conflits (1997-1999)
- Membre et Rapporteur général du Comité consultatif pour la révision de la Constitution (1992-1993)
- Rapporteur à la Commission des pensions militaires (1980-1982)

De 1983 à 1990 : Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris

III. Publications

Revue française d'administration publique : Chroniques de 1986 à 1999 sur la plupart des domaines intéressant l'administration et les politiques publiques

Cahiers de la fonction publique : « La réforme de l'ENA », 2003; « L'évaluation des fonctionnaires au mérite et le principe du concours », 2004
